



**Lettre ouverte à Monsieur Jean-Claude Juncker,
Premier Ministre et Ministre des Finances**

Luxembourg, le 5 mars 2009

Monsieur le Premier Ministre,

Dans les tout prochains jours, vous assisterez successivement au Conseil Européen des ministres en charges des finances ainsi qu'au Sommet des Chefs d'état et de gouvernement de l'Union Européenne. Vous aurez, ensemble avec vos collègues, à y définir la position commune que l'Union Européenne défendra lors de la Conférence Internationale sur le climat en décembre 2009 à Copenhague.

A nos yeux, il est indispensable que la communauté internationale aboutisse, lors de cette conférence, à un accord climatique global, efficace et équitable afin de ne pas sombrer dans un vide juridique après 2012. Il ne peut donc plus être question de tergiverser. L'urgence dramatique de la situation de nombreuses régions victimes de la dégradation du climat mondial impose que les dirigeants européens assument sans ambiguïté leurs responsabilités historiques et renouent avec le leadership qu'ils ont su assumer à l'origine des négociations internationales sur la protection du climat, la politique de coopération au développement et le développement durable.

Nous vous prions instamment de faire tout ce qui est en votre pouvoir afin que :

- L'UE instille la dynamique et la volonté politique nécessaire à l'obtention d'un accord international global lors de la conférence de Copenhague ;
- L'UE envoie un signal concret et fort en proposant une enveloppe financière suffisante, ferme et sans équivoque pour les pays en développement. Tout montant inférieur à 35 milliards d'€ par an ne serait pas crédible ;
- L'UE s'engage à financer la lutte contre le changement climatique par de l'argent frais et supplémentaire afin de garantir des fonds suffisants et accessibles sans avoir recours aux montants actuellement prévus pour l'aide au développement ;
- L'UE développe et intensifie de manière inconditionnelle l'accessibilité des nouvelles mesures et technologies d'adaptation aux populations qui souffrent le plus des effets du changement climatique ;

- L'UE s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 30 à 40% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990 et d'au moins 80 à 95% d'ici à 2050. La plus grande partie de ces réductions devra être réalisée de manière domestique ;
- Le recours aux « mécanismes flexibles » ne soit autorisé que
 - o si de nouveaux critères d'additionnalité et de durabilité plus stricts sont mis en œuvre
 - o pour les réductions qui dépassent les 30 à 40% réalisés au niveau domestique.

A défaut de prendre une position claire et ambitieuse telle que décrite ci-dessus, l'Union Européenne risque de créer un clivage insurmontable entre les pays développés et les pays en développement. Cette posture annihilerait toute perspective d'accord global, efficace et équitable à Copenhague au mois de décembre.

Au moment même où vous lirez ces lignes, nos partenaires dans les pays du sud déplorent les victimes de sécheresses, d'inondations, de cyclones tropicaux, et de raz de marée. Ces effets, qui sont appelés à s'amplifier, menacent gravement les perspectives de développement de ces pays, autant que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour paraphraser Monsieur Maurice Leuenberger, conseiller fédéral suisse, nous ne vous souhaitons pas de devoir répondre un jour à la question de l'un de nos enfants : « Vous saviez, vous en aviez parlé, et pourtant vous n'avez rien fait. Pourquoi ? » Il faudra pour cela trouver le courage de dessiner les solutions de demain aujourd'hui.

Nous croyons en votre engagement à agir de manière constructive pour ne pas rater cette occasion unique pour l'Europe et pour le monde.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de notre plus profonde considération.

Les membres de Votum Klima

Action Solidarité Tiers Monde, Caritas Luxembourg, Greenpeace Luxembourg, Mouvement Ecologique

Le Cercle de Coopération